

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'action de l'Union européenne face au conflit armé russo-géorgien concernant l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, à Bruxelles le 1er septembre 2008.

Mesdames et Messieurs,

La convocation d'un Conseil européen extraordinaire n'est pas une mesure habituelle. Si j'en ai pris l'initiative avec le soutien de tous les pays de l'Union, c'est que l'Europe considère que la crise en Géorgie est d'une extrême gravité et que l'Europe veut assumer ses responsabilités. C'est un message d'unité très fort que l'Europe envoie au-delà des sensibilités diverses qui naturellement s'expriment entre ses membres. Vous vous souvenez certainement que le dernier conseil extraordinaire était en 2003, à propos de l'Irak, que l'Europe en était sortie désunie donc impuissante et inaudible. L'Europe est aujourd'hui unie autour de propositions que la Présidence a présentées au conseil.

Chacun est d'accord pour consolider le cessez-le-feu obtenu lors de la visite à Moscou et Tbilissi de Bernard Kouchner et de moi-même le 12 août dernier. Chacun en Europe demande la mise en oeuvre intégrale du plan en 6 points qui a été signé par toutes les parties au plus haut niveau. J'observe d'ailleurs que ce plan en 6 points est le seul document reconnu par toutes les parties en présence. L'Europe considère que toute solution pacifique et durable au conflit géorgien doit être fondée sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie et non sur des faits accomplis ou des mesures unilatérales qui sont contraires au droit international. L'Europe va continuer à s'impliquer pleinement pour la résolution de cette crise. D'ailleurs, si l'Europe ne le faisait pas, qui le ferait à sa place ?

Nous allons donc nous impliquer dans le domaine politique en poursuivant la médiation entre les parties et, en accord avec tous les membres de l'Union, nous nous rendrons à nouveau à Moscou et à Tbilissi en compagnie du Président Barroso que je veux remercier une nouvelle fois pour la très grande proximité de notre travail, de Javier Solana, le haut représentant et, bien sûr, de Bernard Kouchner. Nous demanderons à la Russie l'application scrupuleuse du plan en 6 points. L'Europe s'impliquera pleinement pour la reconstruction de la Géorgie où nous prolongerons notre assistance humanitaire et nous prendrons l'initiative de réunir à brefs délais une Conférence Internationale sur la reconstruction de la Géorgie. Nous allons également examiner - ce sera tout le travail de la commission et je remercie le Président Barroso -, le renforcement de la relation entre la Géorgie et l'Europe.

Enfin, l'Union Européenne va accélérer la mise en place d'un mécanisme international d'observation pour vérifier que les parties respectent scrupuleusement leurs engagements.

Je retiens de notre réunion l'unité de tous les Européens. Je veux préciser que cette réunion n'était pas dirigée contre la Russie mais il est aussi clair que le comportement de la Russie au cours des dernières semaines, avec sa réaction militaire disproportionnée, avec la reconnaissance des indépendances autoproclamées des deux entités et avec le maintien des troupes russes en territoire géorgien, a fait naître une profonde préoccupation en Europe et au-delà. Que veut la Russie ? La confiance et la coopération, ou la défiance et la montée des tensions ?

L'Union européenne souhaite un véritable partenariat avec la Russie, partenariat qui est l'intérêt

de tous, mais pour bâtir un partenariat il faut être deux. L'Union européenne continuera donc d'examiner les implications de cette crise sur sa relation avec la Russie. Il va de soi que le rendez-vous du 8 septembre est extrêmement important pour la suite des relations entre l'Europe et la Russie.

L'unité des Européens mérite donc d'être soulignée, le retour des sphères d'influences n'est pas acceptable Yalta, c'est fini.

C'était une séance qui nous a occupés plusieurs heures et, parlant sous le contrôle de Javier SOLANA, du Président BARROSO, de Bernard KOUCHNER, je peux dire que le consensus a été relativement facile à obtenir. Nous condamnons sans ambiguïté la réaction disproportionnée des Russes et nous sommes conscients, nous l'Europe, de notre responsabilité dans le maintien du dialogue avec nos voisins russes. Nous sommes également conscients de l'attente de la Géorgie à l'endroit de l'Union européenne. Cette attente ne sera pas déçue avec le soutien financier, humanitaire et économique.

José-Manuel BARROSO : Tout d'abord je voudrais saluer l'initiative prise par le Président Sarkozy d'organiser ce Conseil européen extraordinaire. La Présidence française et le Président Sarkozy ont fait preuve d'une grande détermination et de rapidité dans la gestion de cette crise. La Présidence française a promu et mis en avant de façon utile l'unité européenne, une unité qui est de plus en plus importante devant une situation extrêmement complexe. La négociation d'un cessez-le-feu et l'envoi rapide d'aide humanitaire montrerait une Union européenne efficace et au premier rang de la réponse internationale.

Aujourd'hui, l'Union européenne réagit collectivement et apporte des réponses de commun accord. Et je crois pouvoir vous dire que nous envoyons des messages clairs à la Russie, à la Géorgie et aussi au reste du monde, car c'était possible, comme l'a dit le Président Sarkozy pendant le Conseil européen de montrer que nous sommes unis dans la défense de nos valeurs et aussi que nous voulons travailler ensemble sur cette question, sur la Russie, sur la Géorgie. Les événements dramatiques les dernières semaines ont soulevé des questions sérieuses sur l'état des relations entre la Russie et l'Union Européenne. Nous voulons un partenariat moderne tenant compte des intérêts fondamentaux mutuels, un partenariat que nous pensons dans l'intérêt commun de la Russie et de l'Union européenne.

Mais il est clair qu'à la lumière des événements récents, nous ne pouvons pas continuer comme si rien ne s'était passé. C'est pourquoi le Président Sarkozy, moi-même, Javier Solana, nous irons à Moscou et à Tbilissi lundi prochain. Ce sera l'occasion de faire un nouveau point de la situation. En particulier, ce sera le moment de vérifier l'état de mise en oeuvre des 6 points de l'accord de cessez-le-feu. Et nous avons décidé aujourd'hui que la Commission va passer en revue l'ensemble des nouvelles initiatives visant à approfondir nos relations, aussi le Conseil pourra tirer des conclusions en amont du Sommet de Nice au mois de novembre. A ce stade et dans l'attente de ces conclusions, nous avons conclu et je cite le point 10 des conclusions du Conseil : « Le Conseil européen donne mandat à son Président de poursuivre les discussions en vue d'une application intégrale de l'accord en six points. Dans ce but, le Président du Conseil européen se rendra à Moscou le 8 septembre, accompagné du Président de la Commission et du Haut représentant. Tant que le retrait des troupes sur leurs positions intérieures au 7 août n'aura pas été réalisé, les réunions en vue de la négociation de l'accord de partenariat sont reportées ». En même temps, nous voulons dire à la Russie que nous travaillons effectivement pour un partenariat constructif et responsable.

Sur la Géorgie, nous travaillons ensemble et nous avons reçu aujourd'hui encore un mandat renforcé pour préparer certaines initiatives par rapport à la Géorgie. Vous le savez sans doute, la Commission a mis à disposition de la Géorgie 6 millions d'euros pour faire face aux besoins immédiats de l'ensemble des populations civiles affectées par le conflit. Si on ajoute à ces 6 millions les presque 9 millions mis à disposition par les États membres ainsi que l'action de protection civile coordonnée par les États membres, on voit que la contribution européenne n'était pas simplement une contribution rhétorique, c'était une contribution concrète sur le terrain. Mais il y a du travail à faire. Le souci majeur reste le sort des 20 mille personnes

déplacées par le conflit. Nos experts ont été sur place et poursuivront les évaluations dans les jours qui viennent. Nous sommes prêts à faire face aux impératifs, y compris à travers une conférence de donateurs très prochainement. Et nous avons convenu que l'Union européenne est déterminée à approfondir les relations politiques et économiques. Notre perspective est la création d'une zone libre-échange, la facilitation des visas de courte durée et un accord de réadmission. Il incombe bien sûr aussi à la Géorgie de s'engager avec conviction à poursuivre ces objectifs.

Donc, je pourrai vous dire qu'à part ces conclusions très importantes sur le plan immédiat en ce qui concerne notre rapport avec la Géorgie et la Russie, le Conseil européen s'est penché aussi sur des questions plus à long terme qui sont d'ailleurs reflétées dans les conclusions. Je ne vais pas y revenir pour l'instant mais elles portent sur le besoin de renforcer la politique d'énergie commune en Europe, notamment en matière de solidarité. C'est une conclusion du Conseil européen de travailler avec encore plus d'urgence dans ce domaine et aussi de renforcer notre partenariat oriental. C'est aussi quelque chose à mettre dans l'agenda immédiat de l'Union européenne.

Et je tiens à dire que je suis témoin de la façon dont a été possible, sous la Présidence de Nicolas Sarkozy, d'avoir, sur une question extrêmement sensible que sont les rapports avec la Russie et la crise en Géorgie, d'avoir un consensus qui renforce l'Europe et que je crois être une source d'espoir pour les semaines et les mois à venir.

QUESTION - Quand vous parlez d'un consensus facile, Monsieur le Président, est-ce que les discussions ont porté notamment sur le partenariat stratégique et donc énergétique avec la Russie ? Est-ce que l'Europe n'est pas trop dépendante de l'énergie russe pour que l'on en discute ou qu'on le mette sur la table prochainement ?

LE PRESIDENT - Vous le verrez dans les conclusions. Il y a la décision de l'Europe de tout faire pour diversifier ses ressources d'énergie. Nous avons décidé que nous reportions toutes les discussions sur le nouveau partenariat stratégique en attente de la visite que nous ferons à Moscou et à Tbilissi le 8 septembre et des résultats concrets que nous en attendons dont l'application intégrale, immédiate de l'accord en 6 points qui a d'ailleurs fait l'objet d'une longue conversation hier soir, que j'ai eue avec le Président Medvedev. Et qui inclut notamment la question du retour des réfugiés, les discussions internationales sur la stabilité, la sécurité en Abkhazie et en Ossétie et le remplacement des troupes russes par une force internationale sur la forme de laquelle nous avons un accord de l'Union pour que l'Europe y participe et ce sera toute la mission de Javier Solana de voir dans quelles conditions entre l'OSCE, l'Union européenne, on met en place cette force. J'ajoute, suivant ce qu'a dit excellemment le Président Barroso que j'ai bien l'intention avec la France Présidente de l'Union, de pousser les feux sur le paquet énergie - climat, car la meilleure réponse à ceux qui me disent que l'on est trop dépendant du pétrole et du gaz russe, c'est de faire un effort en matière d'économie d'énergie, c'est de diversifier les sources d'énergie qui ne sont pas simplement des diversifications géographiques mais c'est aussi l'énergie renouvelable et le nucléaire. Et enfin, de ne pas laisser tomber la question institutionnelle, le problème irlandais, parce que la crise montre que l'Europe a besoin d'institutions fortes et stables. Donc, cette crise doit être une occasion d'aller en avant pour l'Europe et je crois que tous, on vous dira qu'on est quand même assez heureux que l'Europe affiche une volonté politique et que ce soit l'Europe qui soit en première ligne pour éviter la guerre. Et l'Europe a parlé d'une seule voix, tout le monde est d'accord sur l'application du plan en six points, sur le déplacement le 8 septembre et sur les conséquences à en tirer.

QUESTION - Monsieur le Président, au regard de ce qui s'est passé par la suite, est-ce que vous ne regrettez pas de ne pas avoir fait figurer l'intégrité territoriale de la Géorgie dans le plan dont vous avez été l'artisan ?

LE PRESIDENT - Vous savez, des regrets, on peut en avoir beaucoup. Mais j'observe simplement, Madame Schneider, que les Russes sont entrés en Géorgie à la suite des événements que vous connaissez le 7 août, que le cessez-le-feu a été obtenu le 10, trois jours après. Il n'y a pas beaucoup de regrets à avoir de ce point de vue-là. Et que si le 8 septembre nous obtenons le retrait des forces russes, cela voudrait dire qu'en un mois, l'Union européenne

nous obtenons le retrait des forces russes, cela voudrait dire qu'en un mois, l'Union européenne aura évité la guerre. Alors, je suis sûr qu'il y a des tas de choses que l'on aurait dû faire bien mieux mais j'observe quand même que ce qui a été fait, cela a permis d'arrêter les hostilités. Pour le reste, Madame Schneider, j'espère que vous ne découvrez pas que le problème de l'Ossétie et de l'Abkhazie a commencé le 7 août puisque cela fait l'objet de résolutions des Nations Unies depuis 1992. J'ajoute que le retrait des troupes russes, c'est sur les lignes d'avant le 16 août. Pourquoi, Madame Schneider ? Parce qu'il y avait des troupes russes qui étaient prévues et autorisées dans le cadre des forces de maintien de la paix par une décision des Nations Unies. J'imagine donc que l'intégrité territoriale de la Géorgie ne se posait pas avant le 16 août. Elle ne doit pas se poser plus maintenant. Il y a des principes, ce sont ces principes-là que nous avons retenus.

J'ajoute enfin, quand nous arrivons avec Bernard Kouchner, le 10 août, qu'est-ce - que disent les Américains ? Qu'est-ce que dit le monde entier ? Que les forces russes sont en direction de Tbilissi. Et quand nous partons le 10 au soir, les forces russes s'arrêtent, un cessez-le-feu est annoncé et nous commençons alors la négociation pour le retrait.

J'admets que l'on n'a pas tout réussi, mais enfin, on n'a jamais vu l'Europe en position si volontaire et si réactive pour mettre un terme à une crise très grave. Maintenant, le Conseil a rappelé les principes : respect de l'intégrité, de la souveraineté et de l'indépendance.

Je voudrais d'ailleurs dire qu'à l'époque - je parle du 10 août - la volonté très clairement exprimée des dirigeants russes, c'était de renverser le régime de M. Saakachvili. Dès le premier contact, j'ai clairement indiqué que c'était inacceptable. Ce n'était pas aux Russes de désigner le gouvernement légitime de la Géorgie. D'ailleurs, c'est le Président géorgien lui-même qui a cosigné, avec M. Medvedev et moi, le plan en six points. Y penser à ce moment-là, c'était la meilleure, peut-être même la seule solution pour éviter de nouveaux morts.

QUESTION - Pour le Président Sarkozy. J'ai du mal à comprendre, dans le paragraphe 3 des conclusions, la phrase en ce qui concerne chaque Etat en Europe. J'ai devant moi également votre texte du 17 août dans Le Figaro où vous dites que la Géorgie se trouve sur le sol européen. Est-ce que cela signifie que la Géorgie, selon vous, a la vocation de devenir, bientôt ou à terme, membre de l'Union européenne ? Est-ce l'élargissement en sourdine, ici ?

LE PRESIDENT - Qu'est-ce que signifie le point 3 ? C'est très simple. Face à l'inquiétude qui a été exprimée par un certain nombre de pays, membres de l'Union ou voisins de l'Union, inquiétude sur ce que signifiait la politique russe, nous avons bien voulu souligner que le principe d'intégrité, d'indépendance et de souveraineté ne valait naturellement pas que pour la Géorgie, qu'il valait pour tous les pays qu'ils soient, d'ailleurs, Monsieur, sur le territoire européen ou pas. Quant au problème de l'élargissement, j'ai eu l'occasion de m'en expliquer, notamment sur l'adoption du Traité?? de Lisbonne. Je voudrais rappeler que seul Lisbonne permet l'élargissement. Que le Traité de Nice - je n'y étais pas, je ne l'ai pas négocié - prévoit une Europe à 27. J'ajoute que je n'ai pas été mandaté pour commenter la perspective d'adhésion de tel ou tel pays. Le travail de reconstruction de la Géorgie, la conférence que nous allons organiser, c'est la demande des Géorgiens. Cette demande n'est pas d'adhérer de façon précipitée à l'Union européenne. Et donc, cela ne se fera pas de façon dissimulée.

QUESTION - Pour rebondir sur la question de mon confrère, une question de géographie, toujours. Si la Géorgie est en Europe, j'aimerais bien comprendre, si on trace une ligne médiane, pourquoi la Turquie, selon vous, ne s'y trouve pas, puisqu'a priori la Géorgie est beaucoup plus à l'Est, je dirais, que la Turquie ?

Une deuxième question, si vous me le permettez, concernant l'Ukraine. Dans les circonstances actuelles, faut-il répondre positivement à la demande de l'Ukraine de lui ouvrir clairement une perspective d'adhésion à l'Union européenne ?

LE PRESIDENT - Concernant l'Ukraine, avec le Président Barroso, nous aurons l'occasion de présider le Sommet entre l'Union européenne et l'Ukraine, pays de plus de 40 millions d'habitants. Nous avons beaucoup de choses à faire pour renforcer nos rapports avec l'Ukraine et nos relations avec l'Ukraine avant une éventuelle adhésion. Je dois dire, d'ailleurs, que l'Ukraine n'en a même pas formulé la demande explicite, premier élément.

Deuxième élément, c'est un débat éternel. Est-ce que l'Europe, c'est une idée ? Est-ce que l'Europe, c'est une géographie ? Chacun peut avoir sa conception des choses. Je n'ai pas dit que la Géorgie était en Europe, j'ai dit que ce conflit entre la Russie et la Géorgie concernait au premier chef l'Europe. Chacun le comprend bien. D'ailleurs, heureusement que nous n'avons été cherché personne pour essayer de régler ce conflit, puisque seule l'Europe était en situation d'y apporter une réponse. Vous verrez que, dans le texte, nous avons rajouté une phrase pour dire toute l'importance que nous attachons au renforcement des relations avec l'Ukraine et à la définition d'un partenariat oriental qui doit permettre, entre l'indifférence et l'adhésion, de trouver les voies d'un juste milieu ambitieux.

QUESTION - Je voudrais savoir si cette crise ne montre pas l'insuffisance dramatique de la défense européenne, parce qu'aujourd'hui, l'Union européenne a tout d'un tigre de papier, puisqu'elle ne dispose absolument pas d'instruments à l'appui de ses demandes, à la différence des Américains, par exemple.

LE PRESIDENT - Monsieur Quatremer, je voudrais dire que, pour une fois, je ne partage pas totalement votre opinion. Enfin,...

M. QUATREMER - ... Enfin, quand même pas mal.

LE PRESIDENT - ... Mais que l'Europe manque d'une politique de défense, qu'elle devrait avoir une politique de défense plus ambitieuse, nous défendons cette idée avec constance. Mais, je voudrais dire que la solution de la crise entre l'Europe et la Russie n'est pas militaire. Enfin, écoutez, on n'a pas vu l'effondrement du mur de Berlin, on n'a pas vu la fin de la dictature communiste, on n'a pas vu la fin du Pacte de Varsovie, pour ré embrayer sur une nouvelle guerre froide où l'on affirmerait que les relations entre la Russie et l'Europe ne peuvent se traduire que par une confrontation militaire. J'appelle chacun à garder son sang-froid.

Souvenez-vous, vous écrivez, Monsieur Quatremer ! Vous me dites que c'est un tigre de papier mais alors qu'est-ce que cela serait si l'on était un tigre tout court parce qu'un tigre de papier qui obtient- je parle de l'Europe - le cessez-le-feu, le retrait fût-il partiel, le tout en moins d'un mois et qui est aujourd'hui - je parle de l'Union européenne - la seule entité capable de discuter pour résoudre le problème de la Géorgie ? Est-ce que le problème de la Géorgie se résoudra mieux avec des bateaux envoyés en Mer noire ou par une discussion diplomatique, politique, économique comme nous sommes mandatés Monsieur Barroso, Monsieur Solana, Monsieur Kouchner et moi pour l'engager ?

On me dit : "oui, mais la Russie c'est très important pour l'Europe". Eh bien, l'Europe c'est très important pour la Russie. D'ailleurs, si ce n'était pas le cas, je ne vois pas pourquoi pratiquement tous les jours de ce mois d'août, j'aurais été amené à avoir, en tant que Président de l'Union, du Conseil, un contact avec M. Medvedev ou M. Poutine. C'est sûr, l'Europe a moins de divisions que les États-Unis dans la solution de cette crise. Qui aujourd'hui est le plus efficace pour aider la Géorgie ? Est-ce que cela se compte en nombre de bateaux ? Je veux d'ailleurs dire que les États-Unis d'Amérique ont été d'une grande loyauté dans la gestion de la crise avec l'Europe. Ils avaient une position plus dure sur le fond que celle que nous avons exprimée mais nous avons essayé d'avoir une position complémentaire et j'ai été très sensible au fait que Madame Rice soit venue à la demande du Président Bush en France pour bien comprendre l'esprit du plan en six points. Je rappelle que c'est Madame Rice qui a apporté le plan en six points à Monsieur Saakachvili et qui a poussé pour que la Géorgie l'adopte. C'est donc qu'il y avait une action complémentaire et d'ailleurs je crois que cela a rassuré beaucoup de monde en Europe de voir certes une position indépendante de l'Europe par rapport aux États-Unis mais sans qu'il y ait d'opposition. Je ne pense pas que la réponse à cette soit une réponse militaire, voire même une réponse de l'OTAN. C'est une réponse politique, c'est un choix que doivent faire les dirigeants russes. Qu'est-ce qu'ils veulent dans les rapports avec l'Europe ? Nous, nous voulons le partenariat, nous voulons la paix mais nous voulons le respect d'un certain nombre de principes. La Géorgie est un pays indépendant, ce n'est pas à son grand voisin de fixer ses frontières. Comment on obtient cela ? Par le dialogue, par la discussion et j'ai bon espoir que nous allons y arriver. Évidemment, ce n'est pas simple, ce n'est simple pour personne et le Président

Saakachvili et la Géorgie savent parfaitement que l'Europe les soutiendra politiquement et économiquement. En même temps, ne lançons pas la guerre froide comme cela, ne tendons pas les relations, ne montrons pas les biceps, les démonstrations de force, les rodomontades, les sanctions, les contre-sanctions. Pour quel bénéfice et qui en sortira gagnant ? Personne. Si un jour, il faut arriver là, le moment venu, chacun prendra ses responsabilités et je les prendrai moi-même mais ce moment-là n'est pas venu et s'il doit venir, cela sera d'autant plus efficace que nous aurons su garder notre sang-froid au moment où il fallait privilégier le dialogue. Il y a un rendez-vous le 8 septembre, il y a un plan, que le dialogue et la diplomatie fassent leur oeuvre. Si cela marche, l'Union aura prouvé son efficacité, si cela ne marche pas, on est parfaitement tous d'accord les 27 et toutes les institutions, on se réunira alors et on prendra d'autres décisions mais il faut graduer les choses et les contacts que j'ai avec le Président Medvedev m'amènent à penser qu'en l'état actuel des choses ce que l'on fait, c'est ce qu'il fallait faire sans insulter l'avenir et sans se précipiter. Tout de suite arriver à l'excès et comment on en sort après ? Le monde a suffisamment de conflits pour que l'on n'en rajoute pas un sans s'être donné toutes les chances d'apaiser.

QUESTION - Vous répétez à plusieurs reprises qu'il faut respecter le plan, des six points, c'est le plus important mais comme la Russie reconnaît déjà officiellement les deux petits pays sur le territoire de la Géorgie, comment voulez-vous qu'il se retire de sa décision ou il y a d'autres moyens de les persuader ?

LE PRESIDENT - La Russie a exprimé une décision politique que nous avons condamnée sans ambiguïté mais c'est le droit de la Russie d'exprimer ce qu'elle souhaite exprimer. A ma connaissance, les délibérations des Nations Unies, c'est que l'Abkhazie et l'Ossétie, c'est la Géorgie. Dans le plan en six points, il est prévu que des discussions internationales s'engageront sur la question de la stabilité et de la sécurité en Abkhazie et en Ossétie. Moi, ce que je souhaite, ce que souhaite le Président Barroso, ce que souhaite Monsieur Javier Solana, ce que souhaite Bernard Kouchner, c'est que ces discussions s'engagent. Alors on me dit : "mais il y a eu le précédent du Kosovo..." mais pardon, avant que nous reconnaissons, nous, l'indépendance du Kosovo, il y a eu des années de discussions dans les enceintes internationales, il y a eu une médiation des Nations Unies et j'ai d'ailleurs rappelé au Président Medvedev que lorsque l'Europe a reconnu le Kosovo, la Russie avait condamné la décision de l'Europe. Ils ne doivent pas s'étonner que nous condamnions la décision de la Russie. Que des discussions s'engagent et elles aboutiront à quoi ? Nous verrons bien. J'ajoute qu'il était très important que le Président Medvedev accepte le principe de la discussion sur le retour des réfugiés, pas simplement les réfugiés depuis le 7 août, les réfugiés depuis le début des années 90 parce qu'il ne saurait y avoir de solution, parce que quitte à parler du Kosovo, alors on ne peut pas parler, on ne peut pas accepter ce que l'on a appelé le nettoyage ethnique d'un côté ou de l'autre et chacun devra être cohérent aussi. S'il veut l'auto-détermination des peuples, c'est un principe auquel je suis très attaché mais ce principe appliqué aux partenaires de la Russie, il peut servir à d'autres. Nous, ce que nous voulons, c'est que des discussions internationales s'organisent autour des décisions qui ont déjà été prises par l'ONU, c'est-à-dire c'est la Géorgie. Voilà, dans son intégrité territoriale. Merci.